

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

| Effectif légal | Présents | Procurations + Absents |
|-------------------|----------|------------------------------|
| 25 | 22 | 3 |

N° de la séance : 14

Objet de la délibération : Assainissement -
Villeneuve-Loubet-Maitrise d'ouvrage
déléguée pour l'extension du réseau
d'assainissement de l'Avenue St Andrieu-
Convention subséquente

☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2021.054

Date de la convocation :

Le 13/04/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **26 AVR. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **22 AVR. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 avril 2021

L'an deux mil vingt et un et le 19 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA, Dominique TRABAUD

Monsieur CESARO,

Vu loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe », ayant modifié l'article L. 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (ci-après C.G.C.T.) relatif aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération pour y intégrer, à compter du 1^{er} janvier 2020, les compétences « eau potable » et « assainissement des eaux usées », laquelle recouvre d'une part, l'assainissement collectif et d'autre part, l'assainissement non collectif des eaux usées;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2019.033 en date du 1^{er} avril 2019 relative à la prise de compétence Assainissement des eaux usées au 1^{er} janvier 2020 ;

Ainsi, au 1^{er} janvier 2020 la C.A.S.A. exerce en lieu et place des communes-membres la compétence « assainissement des eaux usées », et dispose donc de la maîtrise d'ouvrage des travaux de rénovation, renouvellement et d'extension des réseaux de collecte et de transport des eaux usées.

Ces compétences sont liées à des objectifs de gestion et d'amélioration des conditions hydrauliques et environnementales. Elles peuvent accompagner des projets d'urbanisme (extensions de réseaux...), mais ne couvrent pas les aménagements induits par des projets communaux de voiries et espaces publics, ou des opérations de restructuration urbaine.

Toutefois, certains travaux programmés par les communes impactent les compétences récemment transférées à la C.A.S.A, en ce qu'ils comportent la réalisation de travaux plus ou moins importants sur les réseaux d'eaux usées qui peuvent relever de la C.A.S.A. Aussi, afin de ne pas interférer sur la programmation de ces travaux, mais aussi d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et les Communes-membres s'accordent sur le principe de déléguer aux Communes, la Maîtrise d'Ouvrage des opérations sus mentionnées au travers de convention-cadre.

Ainsi, la Commune de Villeneuve-Loubet projette des travaux de rénovation générale de la voirie de l'avenue St Andrieu, quartier de la Bermone. A l'occasion de cette opération, la C.A.S.A. propose de réaliser l'extension du réseau de collecte des eaux usées sur 230 mètres-linéaires.

Pour optimiser au mieux les incidences de la mise en œuvre de cette opération, la C.A.S.A et la Commune conviennent qu'il serait opportun de confier à la Commune de Villeneuve-Loubet au travers de la convention jointe en annexe à la présente, la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération.

L'étude globale du projet incluant l'assainissement, sera réalisée par la Commune, et les travaux seront confiés par la Commune à une entreprise titulaire d'un MAPA de travaux généraux sur voirie.

La C.A.S.A assurera le financement des travaux tels que décrits dans le devis prévisionnel joint en annexe à la convention :

- Coût prévisionnel de cette opération estimé à 39 950 € TTC (études et travaux compris).

Ce montant sera ajusté en fonction du décompte général définitif des prestations dans la limite d'une variation de 10 % du coût total des opérations (sans que soit requis un avenant à la convention). Au-delà d'une variation de 10%, un avenant sera établi.

Les recettes afférentes à cette opération seront affectées à la C.A.S.A au prorata de ses dépenses. La Commune assurera sans contrepartie financière la mission qui lui est confiée.

Vu la délibération n° CC.2020.006 du Conseil Communautaire en date du 17 juillet 2020 qui délègue au Bureau Communautaire l'approbation de conventions subséquentes de maîtrise d'ouvrage déléguée,

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver la convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A et la commune de Villeneuve-Loubet relative aux travaux d'extension du réseau de collecte des eaux usées de l'avenue Saint Andrieu, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A et la commune de Villeneuve-Loubet relative aux travaux d'extension du réseau de collecte des eaux usées de l'avenue Saint Andrieu, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 avril 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



Convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée relative aux travaux d'extension du réseau de collecte des eaux usées de l'avenue Saint Andrieu à Villeneuve-Loubet

Entre :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par Joseph CESARO conformément à la délibération du Bureau Communautaire n° en date du 19 avril 2021,

Dénommée ci-après « **la C.A.S.A.** »,

D'une part,

Et :

La Commune de Villeneuve-Loubet représentée par son Maire, autorisé à signer conformément à la délibération du Conseil municipal du,

Dénommée ci-après « **la Commune** »,

D'autre part.

PREAMBULE

La Commune de Villeneuve-Loubet projette des travaux de rénovation générale de la voirie de l'avenue St Andrieu, quartier de la Bermone. A l'occasion de cette opération, la C.A.S.A. propose de réaliser l'extension du réseau de collecte des eaux usées sur 230 mètres-linéaires.

L'étude globale du projet incluant l'assainissement sera réalisée par la Commune, et les travaux confiés par la Commune à une entreprise titulaire d'un MAPA de travaux généraux sur voirie.

Afin de ne pas interférer sur la programmation de ces travaux, ou leur finalisation et d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A qui exerce la compétence assainissement depuis janvier 2020, et la Commune s'accordent sur le principe de mandater la Commune, pour la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet

A l'occasion d'une opération de rénovation générale de la voirie de l'avenue St Andrieu, la C.A.S.A. souhaite réaliser l'extension du réseau de collecte des eaux usées sur 230 mètres-linéaires, jusqu'au rond-point sous la RD2085 à partir du point GPS n°3295-3223 D2085 jusqu'au Hameau du Colombier.

Le projet de la Commune impacte les compétences transférées à la C.A.S.A, en ce qu'il comporte la réalisation de réseaux d'adduction d'eaux usées qui relèvent de la compétence de la C.A.S.A.

Afin de ne pas interférer sur la programmation ou la finalisation de ces travaux et d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A compétente en matière d'assainissement, et la Commune s'accordent sur le principe de déléguer par mandat à la Commune, la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération.

Article 2 : Compétences confiées au maître d'ouvrage

La Commune se voit mandater, par la présente, la maîtrise d'ouvrage au sens du Code de la Commande Publique pour tout ou partie des attributions ci-dessous :

- 1° La définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté ;
- 2° La réalisation des études d'avant-projet et des études de projet ;
- 3° L'attribution de l'exécution des travaux à l'aide du marché de son choix ;
- 4° Le suivi de leur exécution ;
- 5° Le versement de la rémunération des marchés publics relatifs à l'opération ;
- 6° La réception de l'ouvrage et la transmission à la C.A.S.A. des rapports relatifs aux essais de réception du réseau d'assainissement des eaux usées.

Après réception des travaux, les ouvrages financés par la C.A.S.A et identifiés par la présente convention seront intégrés au patrimoine de la C.A.S.A qui en assurera la gestion.

Article 3 : Modalités de participation financière de la C.A.S.A

La C.A.S.A assurera le financement des travaux qui feront l'objet d'une instruction du dossier par ses services. Cette instruction visera à définir la part de l'assainissement dans le projet, le respect des objectifs poursuivis par la C.A.S.A, et le montant de sa participation financière.

La C.A.S.A assurera le financement des travaux tels que décrits dans le devis prévisionnel joint en annexe :

- Coût prévisionnel de cette opération estimé à 39 950 € TTC (études et travaux compris).

La Commune transmettra à la C.A.S.A un dossier comprenant tous les éléments techniques et financiers prévisionnels de l'opération envisagée. La C.A.S.A. règlera aux attributaires des marchés à hauteur les sommes dues, après validation du service fait par la Commune ou selon les modalités définies dans le marché correspondant.

Si le projet technique entraîne des travaux plus coûteux (aménagement urbain ou élargissement de voirie par exemple), la C.A.S.A participera financièrement à hauteur de la solution de base.

Le montant de la participation de la C.A.S.A est estimé 39 950 € TTC (études et travaux compris). Le montant pourra être ajusté en fonction du décompte général définitif des prestations dans la limite d'une variation de 10 % du coût total des opérations (sans que soit requis un avenant à la présente convention).

Au-delà d'une variation de 10% un avenant sera établi.

Les recettes afférentes à cette opération seront affectées à la C.A.S.A au prorata de ses dépenses.
La Commune assure sans contrepartie financière la mission qui lui est confiée.

Article 4 : Obligations de la Commune

Dès que la présente convention aura un caractère exécutoire, la Commune pourra mettre en œuvre les obligations qui sont les siennes dans le cadre de la présente.

Il appartient à la Commune de transmettre tous les documents liés à l'exécution de l'opération : étude de conception, programme, marché de travaux. Ces documents devront faire apparaître le logo ainsi que le nom de l'ensemble des parties à la présente convention.

Les panneaux d'information placés sur le ou les chantiers devront comporter les logos et le nom de l'ensemble des parties.

La Commune assume pour l'ensemble de cette opération la totalité des obligations découlant du code de la commande publique dans sa version en vigueur au jour de la signature de la présente.

Article 5 : Modalités de contrôle des parties

La Commune s'engage à associer la C.A.S.A aux décisions principales de la Maîtrise d'Ouvrage et à ce titre, la convier aux principales réunions organisées au fil du déroulement de l'opération.

Article 6 : Responsabilités & Assurance

La souscription des assurances construction, et notamment « Tous Risques Chantier », « Dommage Ouvrage » et « Responsabilité Civile » incombe à la Commune au titre de mandataire de la maîtrise d'ouvrage.

Une attestation d'assurance relative à l'opération de construction pour les garanties susvisées est remise au Maître d'Ouvrage C.A.S.A avant le commencement des travaux.

Article 7 : Personnes habilitées à engager la commune

Pour l'exécution des missions confiées à la Commune, Monsieur le Maire sera habilité à engager la responsabilité de la Commune pour l'exécution de la présente convention.

Article 8 : Contentieux

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue à l'article L.211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux, portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, devra être porté devant la juridiction compétence.

Fait en deux exemplaires à Sophia Antipolis, le

**Pour la C.A.S.A.,
Le Vice-Président délégué à l'eau et à
l'assainissement**

**Pour la Commune,
Le Maire,**

Joseph CESARO

Lionnel LUCA

TRAVAUX GENERAUX SUR VOIRIE

MAPA 29/2020

Avenue Saint Andrieu - Réseau eaux usées

| N° | Désignation des travaux | Unité | Quantité | Prix unitaires | Montant HT |
|-------|--|-------|----------|----------------|------------|
| 3 | Cette prestation comprendra le respect de la réglementation Hygiène et sécurité du chantier et devra être conforme à la réglementation en vigueur en matière d'Hygiène, de sécurité du personnel, des usagers de circulation piétonne et routière. L'amenée du matériel et repliement, la mise en place si nécessaire d'un bâtiment modulaire de chantier (uniquement à la demande du maître d'oeuvre, et la remise en état totale en fin de chantier ainsi que la main d'oeuvre nécessaire aux interventions. L'entrepreneur devra maintenir en permanence la circulation en sécurité sur demande du maître d'oeuvre par feux tricolore et/ou manuellement, l'entreprise sera tenu d'y apposer le panneau réglementaire de chantier et d'information publique et toutes sujétions de l'entreprise. | | | | |
| 3.2 | Interventions en journée sur emprises départementales | | | | |
| 3.2.2 | Etendues sur trottoirs et/ou chaussées comprenant : Ce prix s'appliquera pour des travaux de type réfection d'enrobé étendue, ouverture de tranchées, création de trottoirs, muret de cloture et murs de soutènement, ect...Le maître d'œuvre se donnera le choix de travailler par zone si les travaux s'étalent sur une surface étendue, comprenant la pose de feux alternatifs et/ou gestion manuelle, un empiètement sur chaussée pour la circulation d'engins de chantier. Cette prestation comprendra tout le barriérage nécessaire (barrières de type heras verrouillable sur plots béton ou caoutchouc ou similaire, barrière de chantier rouge et blanche, séparateur de voie h : 75 cm, largeur 40 cm maxi, indice de réflectorisation classe 2, tous les panneaux temporaires nécessaires, éventuellement la déviation des piétons et véhicules, les équipements individuel de protection des ouvriers et toutes sujétions de l'entreprise. | F | 1 | 1 039,50 € | 1 039,50 € |
| 5 | TERRASSEMENTS - DECROUTAGES - DEMOLITIONS | | | | |
| 5.3 | Terrassements manuels ou sondages comprenant : L'entreprise devra le terrassement manuel ou sondage en terrain de toutes natures sauf roches à l'engin mécanique et manuellement, en fond de fouilles, notamment pour la recherche et/ou le dégagement de réseaux, etc... compris chargement, transport des déblais sur brouettes et évacuation des déblais à la décharge publique et toutes sujétions de l'entreprise. | | | | |
| 5.3.1 | Terrassement manuels comprenant : L'entreprise devra le terrassement manuel notamment pour le dégagement de toutes sortes de réseaux, pour des zones non accessibles aux engins mécaniques ou pour tout autres types de travaux le nécessitant, compris évacuation des déblais à la décharge publique, remise en état du site identique à l'origine et toutes sujétions de l'entreprise. | M3 | 5 | 128,70 € | 643,50 € |
| 5.3.2 | Sondages comprenant : L'entreprise devra la réalisation de sondages à l'engin mécanique et manuellement notamment pour le repérage de réseaux ou tout autre besoins demandés par le maître d'œuvre, compris amené sur site des engins, évacuation des déblais à la décharge publique, remise en état du site identique à l'origine et toutes sujétions de l'entreprise. | M3 | 3 | 376,20 € | 1 128,60 € |
| 5.4 | Fouilles en tranchées à l'engin mécanique comprenant : L'entreprise devra l'exécution de fouilles en tranchées en terrain de toutes natures à l'engin mécanique et manuellement, ne nécessitant pas l'emploi d'un brise roche sur toute la hauteur de fouille demandée, à noter qu'à partir de 1m30 de hauteur l'entreprise sera tenu de procéder au blindage de la fouille, compris chargement, évacuation de déblais à la décharge, réglage du fond de fouille et épuisement quel que soit le débit et volume d'eau, les travaux de sciage et decroutage seront compris dans la prestation et toutes sujétions de l'entreprise. (voir détail dans CCTP) | | | | |
| 5.4.1 | Profondeur maximale jusqu'à 1,30m inclus blindage non compris : (230ml x 0,60 x 1,10) | M3 | 160 | 48,51 € | 7 761,60 € |
| 5.4.4 | Plus-value pour l'emploi d'un brise roche : | M3 | 3 | 48,51 € | 145,53 € |
| 6 | REMBLAIS | | | | |
| 6.1 | Sable à tranchée comprenant : L'entreprise devra la fourniture et mise en œuvre de sable à tranchée de granulométrie 0/4 pour lit de pose et enrobage des canalisations. Les épaisseurs recommandées sont 10 cm en dessous la génératrice inférieure et 15 cm au dessus de la génératrice supérieure de la canalisation et toutes sujétions de l'entreprise. | | | | |
| 6.1.2 | Volume compris de 0 à 50 m3 inclus : | M3 | 65 | 44,55 € | 2 895,75 € |
| 6.7 | Grave naturelle concassée 0/31,5 comprenant : L'entreprise devra la fourniture et mise en œuvre de grave naturelle concassée 0/31,5 de carrière agréée comprenant le réglage, l'arrosage et le compactage par couches de 30 cm. Ce matériau sera employé comme couche de base sur chaussées, trottoirs parkings, tranchées et espaces de loisirs et toutes sujétions de l'entreprise. | | | | |
| 6.7.2 | Volume compris de 0 à 200 m3 inclus : | M3 | 90 | 48,51 € | 4 365,90 € |
| 9 | RESEAUX DIVERS - ASSAINISSEMENT | | | | |
| 9.1 | Tuyau PVC SN 16 comprenant : L'entreprise devra la fourniture et la pose de canalisation PVC à joint caoutchouc série assainissement (SN16) comprenant le raccordement aux regards et canalisations existantes, essais d'étanchéité. L'emploi de ces tuyau vaudra également pour le réseau pluvial et toutes sujétions de l'entreprise. | | | | |
| 9.1.3 | Diamètre 200 mm. SN16 (SDR26) : | ML | 230 | 26,73 € | 6 147,90 € |

| | | | | | |
|--------|---|---|----|----------|-------------|
| 10 | REGARDS - TAMPONS FONTE | | | | |
| 10.1 | Confection de regards + tampon hydraulique ou tampon grille: L'entreprise aura la confection intégrale de regards d'assainissement D400 comprenant le terrassement, la fourniture et pose de réhausse béton avec échelle selon hauteur du tampon type PAMPEX sécurité série lourde ou équivalent avec charnière et sellement du cadre fonte compris tampon version PMR, façonnage du radier raccord aux canalisations existantes jusqu'à 1m20 de hauteur du fil d'eau au tampon, l'évacuation des gravats à la décharge publique et toutes sujétions de l'entreprise. | | | | |
| 10.1.3 | Regard + tampon hydraulique diamètre 800 mm : | U | 10 | 846,45 € | 8 464,50 € |
| 10.2.9 | Plus value pour tranche de 50 cm supplémentaire de hauteur | U | 10 | 69,30 € | 693,00 € |
| | Montant total HT | | | | 33 285,78 € |
| | TVA 20% | | | | 6 657,16 € |
| | Montant total TTC | | | | 39 942,94 € |

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/04/2021
Numéro : BC_2021_054
Nature : DE - Deliberations
Objet : Villeneuve-Loubet-Maitrise d'ouvrage déléguée pour l'extension du réseau d'assainissement de l'Avenue St Andrieu-Convention subséquente
Matière : 8.4 - Aménagement du territoire
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : eVAhkdO

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 22/04/2021
Identifiant : 006-240600585-20210419-BC_2021_054-DE

Acte reçu

Date : 19/04/2021
Numéro interne : BC_2021_054
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 4
Objet : Villeneuve-Loubet-Maitrise d'ouvrage d'Assainissement déléguée pour l'extension du réseau d'assainissement de l'Avenue St Andrieu-Convention subséquente
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210419-BC_2021_054-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_054-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210419-BC_2021_054-DE-1-1_3.PDF

N